



**HAL**  
open science

# Émotions nucléaires. La population française face à la menace de guerre nucléaire 1950 -1960

Isabelle Miclot

► **To cite this version:**

Isabelle Miclot. Émotions nucléaires. La population française face à la menace de guerre nucléaire 1950 -1960. Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 289-307, 2014, 9782271078230. halshs-01262897

**HAL Id: halshs-01262897**

**<https://shs.hal.science/halshs-01262897>**

Submitted on 27 Jan 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Émotions nucléaires. La population française face à la menace de guerre nucléaire 1950 - 1960

*Isabelle Miclot*

En 1955, Akira Kurosawa réalisa un film paru en France sous le titre « Vivre dans la peur ». La peur exprimée : celle d'un industriel japonais proche de la retraite face à la menace d'une hypothétique guerre nucléaire. Une peur viscérale conduisant celui-ci à vouloir fuir. Une fiction guère éloignée d'un fait divers raconté par le journal *Le Monde* en 1951 : un Américain, obsédé par la menace de guerre nucléaire, se défenestra rue de Rivoli, face au refus de sa famille de fuir encore, à Londres après Paris. Dans quelle mesure ce fait divers et cette fiction furent-ils ou non le reflet des émotions perçues, vécues, par les populations face à l'éventualité d'une guerre nucléaire, au cours des premières décennies de la Guerre froide ? Et dans quelle mesure une telle étude sur les émotions (émotions supposées, émotions suscitées, émotions réelles) peut-elle nourrir notre compréhension de cette période ?

Nous nous intéresserons, tout d'abord, aux émotions de la population française comme enjeu. Enjeu, d'une part, pour les « entrepreneurs en émotion », à l'instar notamment du Mouvement de la Paix, visant, par le truchement de dispositifs de sensibilisation, à apeurer afin de susciter l'engagement contre les armes nucléaires et la menace de guerre. Enjeu, d'autre part, pour les instances officielles, à l'instar notamment du Service national de Protection civile (SNPC), organisme chargé de la protection de la population en cas de guerre, cherchant, par le truchement de dispositifs de désensibilisation, à faire contrepoids émotionnel, face à l'environnement atomique ambiant et aux manœuvres des entrepreneurs en émotion. Contrepoids émotionnel en vue d'aboutir à une communauté de citoyens dépassionnés aptes à affronter l'éventualité d'un conflit. Cet enjeu levé, nous nous intéresserons, ensuite, à l'impact de l'environnement atomique, des dispositifs conflictuels de sensibilisation-désensibilisation sur les émotions réelles, exprimées, de la population française. Au-delà des émotions suscitées, es-

comptées, combattues, que nous disent les sondages, la presse locale, les archives départementales et municipales sur les émotions vues d'en bas ?

## ENVIRONNEMENT ATOMIQUE ET DISPOSITIFS DE SENSIBILISATION

Afin de pouvoir approcher les émotions de la population française face à la menace de guerre nucléaire, il nous apparaît nécessaire de questionner le contexte dans lequel ces émotions sont apparues et se sont manifestées. Comment la menace de guerre nucléaire a-t-elle été présentée et représentée dans les années 1950-1960 ? Quelles images et quels discours ont été élaborés pour évoquer la menace ? Par quels acteurs et à quelle(s) fin(s) ? En bref, dans quel « environnement atomique » la population française a-t-elle vécu ? Par « environnement atomique », nous entendons le contexte créé par des acteurs multiples (médias, artistes, mouvements engagés, etc.), qui vont rendre visible la menace, la présenter/représenter/voire manipuler, par images et discours, et qui vont, en filigrane, volontairement ou non, être éventuellement sources et vecteurs d'émotions. Parmi ces acteurs, notre regard sera tourné notamment vers ceux que Christophe Traïni nomme les « entrepreneurs en émotion »<sup>1</sup>, qui vont établir volontairement des dispositifs de sensibilisation, pour convaincre l'opinion d'abonder dans leur sens, à l'instar, dans notre cas, du Mouvement de la Paix. Quel dispositif le Mouvement a-t-il mis en œuvre ? Ce dispositif a-t-il été adapté en fonction du public ciblé et/ou des émotions escomptées ? Quel regard et quel discours le Mouvement porta-t-il sur ce dispositif ?

Dès les années 1940, et plus encore au début des années 1950, faisant suite à l'annonce par le président Truman du projet de développement de la bombe à hydrogène et au déclenchement de la guerre de Corée, la presse offrit à ses lecteurs de très nombreux articles liés à l'arme nucléaire, à ses effets, à son utilisation dans une éventuelle guerre mondiale. Ses articles reposèrent alors fréquemment sur les dires des experts, en l'occurrence sur les déclarations des scientifiques américains et français. Or, nombre d'entre eux s'opposèrent – ou eurent des réticences – à l'encontre du développement du nucléaire militaire. Aussi, le discours tenu par ceux-ci dans la presse sur les perspectives d'une guerre future ne fut pas dénué d'un certain sensationnalisme ou fatalisme, à l'instar des propos livrés à l'été 1950 par le Pr Hans Bethe au journal *Le Monde* : « Une guerre totale livrée avec des bombes à hydrogène signifierait la disparition de toutes les grandes

---

1. Traïni Christophe. « Des sentiments aux émotions (et vice-versa) », *Revue française de science politique*, 2010/2, vol. 60, p. 335-358.

villes, et probablement de nombreuses petites villes, ainsi que la mort de la majeure partie de leurs habitants. Après une telle guerre, rien qui puisse ressembler à notre civilisation actuelle ne demeurerait. La lutte pour la simple survivance dominerait tout. La destruction des villes pourrait faire reculer la technique d'un siècle ou davantage. Après une génération, la connaissance même de la technique et de la science, qui auraient apporté de telles misères à l'homme, seraient considérées comme l'œuvre du diable, et une nouvelle époque d'obscurantisme commencerait sur la terre »<sup>2</sup>. Ce paradigme d'une guerre apocalyptique véhiculé par les médias s'accompagna ponctuellement de la mise en récit de faits divers, témoignant d'émotions (terreur, désespoir) et de réactions (suicide) extrêmes, explicitement liées par les journalistes à l'environnement atomique ambiant. La presse nationale, comme locale, se fit l'écho de ces tragédies personnelles. Ainsi, en août 1950, *Le Courrier Picard* titrait : « Par crainte de la guerre, un Anglais se suicide », et rapportait des extraits de la lettre laissée par le suicidé : « Les Russes semblent être résolus d'imposer leur maudit credo à notre pays, il n'y a donc plus rien dans ce monde qui puisse nous encourager à vivre. [...] Les Russes pourraient déclencher une attaque, à n'importe quel moment... Nous ne sommes protégés actuellement que par la bombe atomique »<sup>3</sup>. Cinq mois plus tard, le journal *Le Monde* se faisait à son tour l'écho d'un suicide atomique, celui d'un père de famille américain, en plein cœur de Paris<sup>4</sup>.

Dans ce contexte marqué par l'hypothèse d'une guerre nucléaire, le Mouvement de la Paix entreprit la mise en œuvre d'un dispositif de sensibilisation de la population française, dont les archives du Mouvement rendent compte. Ainsi, en janvier 1950, le Mouvement appela à la création de grandes assises locales. À cette fin, une note interne fut rédigée présentant les moyens à mettre en place pour toucher la population :

a) choisir une thématique susceptible d'émouvoir le plus grand nombre de partisans de la paix, toutes obédiences confondues (danger allemand et menace atomique),

b) viser en priorité certaines catégories de la population (médecins, professeurs, commerçants, prêtres) pouvant contribuer à la popularisation de l'appel,

c) assurer une diffusion massive par tous les vecteurs d'information disponibles (tracts, affiches, presse locale),

---

2. « 200 millions de dollars pour la construction de la bombe à hydrogène », *Le Monde*, 9 août 1950, p. 2.

3. « Par crainte de la guerre, un Anglais se suicide », *Le Courrier Picard*, 21 août 1950, p. 4

4. « Un Américain obsédé par la bombe atomique se jette par la fenêtre de son hôtel parisien », *Le Monde*, 13 janvier 1951, p. 12.

d) publier un dépliant « montrant les dangers qui menacent le pays et en particulier la population du quartier »<sup>5</sup>.

Au cœur de ce dispositif : l'action à l'échelon local, la volonté affichée d'informer et d'apeurer localement pour provoquer la participation de chacun, et un présupposé : la menace de guerre nucléaire ne peut efficacement émouvoir que si elle frappe chaque quartier ciblé par le Mouvement, elle ne peut toucher si elle demeure globale, telle que la presse la présentait d'ordinaire. En avril 1950, à la suite de l'Appel de Stockholm lancé un mois plus tôt, le Mouvement produisit une nouvelle note visant à la mobilisation massive de la population envers l'appel. Cette note, intitulée « À tous les comités de liaison, à tous les conseils communaux », nous plonge encore plus avant dans la stratégie locale élaborée par le Mouvement : « Pas un homme, pas une femme, pas un jeune, ne doit rester à l'écart de la consultation [...]. Le travail sera organisé de telle manière que chaque village, chaque hameau, chaque foyer sera visité ; on tiendra un compte exact des maisons, des appartements où l'on est passé, de manière à ne pas revenir chez ceux qui ont déjà signé, mais aussi à revoir ceux qui ne l'ont pas encore fait, discuter et convaincre. [...] Dans le but de rendre la consultation plus populaire, on tiendra la population informée de son déroulement et de ses progrès. [...] On l'informerá des adhésions importantes recueillies, on soulignera les meilleures initiatives, on créera l'émulation »<sup>6</sup>. La mise en œuvre effective à l'échelle locale de ce dispositif est perceptible, point par point, dans la presse, à l'exemple du quotidien régional d'orientation communiste *La Marseillaise* :

a) « l'émulation » en faveur de l'appel, à travers l'évocation des meilleures initiatives, fut quasi quotidienne durant plusieurs mois<sup>7</sup>,

b) la volonté d'apeurer localement pour créer l'engagement fut menée par Robert Dubrou fin mai 1950 dans une série de quatre articles intitulée « Des avions porteurs de bombes atomiques décolleront-ils des bords de l'étang de Berre ? ». l'auteur y déployant un long récit manichéen, oppo-

5. « Pour de grandes assises locales », 4 janvier 1950, p. 3. AD de Seine-Saint-Denis, Archives du Mouvement de la Paix. Versement 170 J, article 15 : appels, résolutions, communiqués.

6. « À tous les comités de liaison, à tous les conseils communaux », 14 avril 1950, p. 1-2. AD de Seine-Saint-Denis, Archives du Mouvement de la Paix. Versement 170 J, article 15.

7. Citons seulement quelques titres : « Avec mes 8 enfants, mes 15 petits-enfants, mes 2 arrière-petits-enfants, je signe l'Appel de Stockholm, dit une grand-mère marseillaise » (03.05.1950, p. 4), « A St Saturnin les Avignon, les 42 membres de la famille Cluchier signent l'appel de Stockholm » (04.05.1950, p. 1), « Après les classes, son cartable sous le bras, Lucienne Garzino (13 ans) a déjà visité 40 familles et recueilli 120 signatures » (08.05.1950, p. 1).

sant la candeur de l'enfance et la douceur des paysages à la laideur et au bruit des avions alliés menaçant le ciel de Berre<sup>8</sup>,

c) la volonté d'apeurer localement pour créer l'engagement, encore, mais sous un autre procédé : après le récit littéraire, la description scientifique de l'anéantissement de Marseille, quatre jours plus tard<sup>9</sup>. Une description de Marseille bombardée au niveau de la Canebière menée grâce à un calque strict de la description de Paris bombardée au niveau de la place du Palais-Royal conduite en 1950 par le Lieutenant-colonel Genaud dans son ouvrage *L'arme atomique*<sup>10</sup>. Un calque strict, mais un détournement complet du discours du médecin militaire<sup>11</sup>.

Une fois l'émulation en faveur de l'Appel de Stockholm estompée, une fois la guerre de Corée achevée, l'environnement atomique évoqué ainsi que le dispositif de sensibilisation développé par le Mouvement de la Paix ne faiblirent point au cours des années 1950, évoluant seulement quelque peu sur les thématiques abordées. L'entrée dans l'ère d'une hypothétique guerre thermonucléaire, se traduit dans la presse par un discours de plus en plus sombre, y compris dans des médias spécialisés telle la revue *Protection civile*<sup>12</sup>. Un discours sombre, auquel se joignirent des représentations artistiques elles-mêmes de plus en plus fatalistes<sup>13</sup>. À cette menace d'une guerre thermonucléaire, très présente dans les images et les discours, s'ajouta à la fin des années 1950 une nouvelle menace, susceptible de frapper les populations dès le temps de paix : les retombées radioactives

8. « Des avions porteurs de bombes atomiques décolleront-ils des bords de l'étang de Berre ? », *La Marseillaise*, 22-26 mai 1950.

9. « Par un spécialiste : voici ce qui se passerait si une bombe atomique tombait sur Marseille », *La Marseillaise*, 30 mai 1950, p. 1-2.

10. Genaud Paul Edouard Maurice, *L'arme atomique*. Paris, Dunod, 1950, premier ouvrage de référence paru en France sur les effets des armes nucléaires.

11. Le lieutenant-colonel consacrant la dernière partie de son ouvrage à la protection des populations, qu'il juge possible en guerre nucléaire... à la différence du journal *La Marseillaise*, utilisant cette description précisément pour dire qu'aucune protection ne serait possible en guerre nucléaire, et qu'il ne reste qu'une solution : la lutte contre l'arme nucléaire, par la signature de l'Appel de Stockholm.

12. Citons pour exemples quelques titres parus dans cette revue entre 1954 et 1957 : « Si une nouvelle guerre mondiale devait éclater, la France se trouverait être stratégiquement la cible de choix pour les nouveaux engins atomiques », « Des fusées pourraient porter les ravages atomiques sur les 4/5<sup>e</sup> des continents », « Mille bombes atomiques détruiraient le monde ».

13. « Ce fut l'idée d'une fin de la civilisation qui s'imposa dans les consciences plutôt que la fin définitive de l'humanité ou de la vie », Boia Lucian, *La fin du monde : une histoire sans fin*, Paris, la Découverte, 1989, p. 202. Mais l'auteur relève toutefois une exception : la fin des années 1950 où fleurirent les représentations artistiques présentant non pas la fin d'un monde, mais bel et bien la fin du monde (à l'instar du film de S. Kramer, *Le dernier rivage*).

cumulées, dans le cadre des essais nucléaires. Menace récurrente dans les médias<sup>14</sup>, perceptible également dans les représentations artistiques<sup>15</sup>. Menace instrumentalisée par le Mouvement de la Paix. Ainsi, le Mouvement fit paraître fin 1950 plusieurs tracts, certains à l'attention du grand public, d'autres plus ciblés à l'attention notamment des professionnels de santé, visant conjointement les retombées et un conflit nucléaire, la menace du temps de paix et du temps de guerre. Ces tracts témoignent de la stratégie de persuasion alors mise en œuvre par le Mouvement : a) vocabulaire émotionnel en vue de sensibiliser le lecteur ; b) lexique du devoir/ de la responsabilité personnelle ou professionnelle, présence forte des marques d'énonciation, anaphores et questions de rhétorique en vue d'impliquer le lecteur, c) accumulation d'arguments scientifiques avec cautions intellectuelles, emploi récurrent du futur à visée prophétique en vue d'emporter la conviction du lecteur.

Les années 1960, en dépit de la Détente, ne conduisirent pas à un apaisement significatif de l'environnement atomique ambiant, situation ayant engendré l'exaspération même de certains journalistes, tel G. Dupont, rédacteur à *Science et Vie* et partisan de la protection civile : « Il est tout de même aberrant qu'on ait, en France, laissé au journalisme à sensation le soin de faire l'éducation atomique du citoyen, ce qu'il fait en exploitant son sentiment d'anxiété »<sup>16</sup>.

## LES ENJEUX DU MANAGEMENT ÉMOTIONNEL

Face à cet « environnement atomique », et aux dispositifs de sensibilisation mis en place par certains « entrepreneurs en émotion » tel le Mouvement de la Paix, quelle a été la position des instances officielles, et notamment celle du SNPC, organisme du ministère de l'Intérieur en charge de la population civile en cas de conflit armé ? Le SNPC est-il parvenu à établir une stratégie de « contrepoids émotionnel » auprès de la population, et, dans l'affirmative, quelles furent les modalités de cette stratégie, quelles en furent éventuellement les spécificités (en comparaison aux stratégies

---

14. Le journal *Le Monde* fit paraître, pour la seule année 1958, plusieurs dizaines d'articles sur les retombées et leur danger pour l'homme.

15. Citons, pour seul exemple, l'une des premières séquences du film d'A. Resnais, *Hiroshima mon amour* (1959), où le réalisateur, filmant la pluie en plans de plus en plus rapprochés, évoque une pluie qui fait peur (de par les retombées qu'elle charrie).

16. Dupont Georges, *Protection atomique*, Paris, SESF, 1963, p. 9.

développées par d'autres États du bloc occidental), et quelle fut la diffusion de celle-ci à l'échelle locale ?

Au tout début des années 1950, face à la présence récurrente de la menace nucléaire militaire dans les représentations et dans les discours, la position officielle adoptée fut celle d'une certaine réserve. Ainsi, avant la création du SNPC, en février 1950, une circulaire fut émise par le ministère de l'Éducation nationale portant « interdiction d'inspirer aux élèves l'horreur de la guerre atomique à l'aide de lecture, de dictées, d'énoncés de problèmes, de modèles de dessins, de démonstrations scientifiques, de cours d'instruction civique et de manifestations diverses ». Fin mars 1950, le ministre de l'Éducation nationale, Yvon Delbos, fut pris à partie à l'Assemblée nationale par le député M. Dreyfus-Schmidt au sujet de cette circulaire : « Peut-on, sur un sujet aussi essentiel que la paix, fermer la bouche des maîtres et des professeurs. Sera-t-il donc interdit d'enseigner que la guerre atomique serait un fléau ? » Interpellation à laquelle le ministre répondit : « Si l'on permettait aux maîtres de parler de la guerre atomique, certains ne manqueraient pas de faire la propagande communiste que l'on sait ». Réponse, semble-t-il, non sans fondement, au regard de certaines réactions locales, comme cette lettre ouverte au ministre écrite par Éliane Michel, professeure au collège de jeunes filles de Carpentras et a priori sympathisante du Mouvement de la Paix, qui fut publiée en février 1950 dans le journal d'obédience communiste *La Renaissance du Vaucluse*<sup>17</sup>.

Soulignons que ce silence, alors imposé en France par les autorités afin de contrer les entreprises émotionnelles des communistes et partisans du Mouvement de la Paix sur le jeune public se démarqua, notamment, de la stratégie de communication mise en place au même moment aux États-Unis par les responsables de la protection civile. Dès 1948, ceux-ci firent appel à

---

17. « Les combattants de la paix mènent une magnifique campagne pour la mise hors la loi de toutes les armes atomiques et bactériologiques, à laquelle vous nous interdisez de participer. Nous ne devons pas parler aux enfants de la bombe atomique, sans doute devons nous bannir de nos programmes l'hydrogène, car, dans ses applications, il nous faudrait bien parler de la trop fameuse super bombe. Et comment ferons-nous pour ne pas dire aux enfants que le criminel de guerre Truman, qui n'a pas hésité à faire tuer pour rien des milliers de Japonais à Hiroshima, n'aura pas plus de remords de conscience quand il faudra donner l'ordre d'appuyer sur un bouton pour tuer des milliers de Français ? Nous ne devons pas faire de problèmes sur la bombe atomique. Nos élèves nous en remercient car ils porteraient sur des nombres si faramineux de cadavres que les opérations en seraient difficiles. [...] Soyez tranquille, Monsieur le Ministre, nous nous contentons de développer chez nos élèves le jugement et l'esprit critique, c'est suffisant pour qu'ils vous jugent, vous et vos pareils », *La Renaissance du Vaucluse*, 16 février 1950. AN Ministère de l'Intérieur. Versement 19920172, article 2 : dossiers de poursuite contre la presse pour atteinte à l'autorité de l'État : 1947-1964.



un consortium d'universitaires (essentiellement en psychologie), dans le cadre du projet *East River*, afin d'analyser les émotions de la population face à la menace nucléaire et d'élaborer une théorie de management émotionnel, en vue de neutraliser terreur atomique et panique<sup>18</sup>. Cette théorie de management émotionnel se traduit dès 1951-1952 par une triple action : une campagne massive d'information utilisant tous les vecteurs disponibles<sup>19</sup>, une propagande active de recrutement de volontaires, et le développement de la protection civile dans les écoles élémentaires et secondaires via le programme *Education for National Survival*<sup>20</sup>. L'école étant alors considérée comme la cellule élémentaire du management émotionnel, celle par laquelle la protection civile pourrait entrer le plus aisément dans les familles.

Au cours des années 1950, le SNPC ainsi qu'un certain nombre d'autorités locales prirent conscience de la nécessité de plus en plus impérieuse d'agir sur la population et ses émotions, de développer une stratégie de « désensibilisation » afin de contrebalancer l'impact supposé de l'environnement atomique et des dispositifs de sensibilisation mis en œuvre par les « entrepreneurs en émotions ». Trois facteurs jouèrent dans cette

---

18. Une théorie de management émotionnel étudiée avec précision par deux universitaires américains : Grossman Andrew, Oakes Guy, "Managing Nuclear Terror: The Genesis of American Civil Defense Strategy", *International Journal of Politics, Culture, and Society*, Spring 1992, n° 5, p. 361-404 ; Grossman Andrew, *Neither Dead nor Red : Civilian Defense and American Political Development during the Early Cold War*, New York, Routledge, 2001 ; Oakes Guy, *The Imaginary War: Civil Defense and American Cold War Culture*, New York, Oxford University Press, 1994 ; Oakes Guy. "The Cold War System of Emotion Management: Mobilizing the Home Front for World War III", in Jackall Robert, *The Age of Propaganda*, New York, New York University Press, 1995, p. 275-296. Au regard de ces analyses, la théorie du management émotionnel peut être résumée ainsi : dans un premier temps, il s'agissait d'apeurer la population (*scare campaign*) afin de l'extirper de l'apathie, puis, dans un second temps de rassurer celle-ci sur sa capacité de survie. Ce second temps reposant sur un discours en trois étapes : la minimalisation des effets de l'arme atomique, l'exposé des comportements et émotions normés attendus face à ce danger présenté comme surmontable, la présentation des gestes de survie et des techniques de contrôle de soi. Au final, la théorie du management émotionnel conduisant implicitement à la conclusion suivante : le véritable danger ne réside pas dans l'arme nucléaire, mais en soi, dans les failles de ses propres émotions.

19. Entre 1951 et 1961, la *Federal Civil Defense Administration* (FCDA) aurait notamment publié, selon A. Grossman, 503 millions de brochures sur la protection civile. Grossman A., *Neither Dead nor Red*, p. 54.

20. Un programme scolaire qui aurait concerné, selon A. Grossman, 87,4 % des écoles élémentaires et 88,4 % des écoles secondaires. Grossman A., *Neither Dead nor Red*, p. 81. Un programme symbolisé notamment par le fameux *Duck and Cover*, présenté dans les écoles par Bert la tortue dès 1951.

prise de conscience. Tout d'abord, les études conduites par les experts du SNPC relatives aux hypothèses de guerre. Eu égard à l'évolution des armements, les paradigmes développés se firent de plus en plus dramatiques en termes d'effets matériels et humains. Les conclusions devinrent de fait de plus en plus alarmistes concernant les capacités de résistance et de survie de la population<sup>21</sup>. Ensuite, la confrontation de ces données à la « réalité » virtuelle des exercices de protection civile<sup>22</sup>. Enfin, la sur-médiatisation de la menace des retombées radioactives à la fin des années 1950.

Dans ce contexte d'urgence, le préfet Maxime Roux, chef du SNPC, rédigea au printemps 1958 une lettre sur l'information du public, à l'attention des IGAME et des préfets<sup>23</sup>. Après avoir déploré l'état d'esprit de la population française à l'égard de la menace nucléaire militaire, état d'esprit ayant pénalisé selon lui l'application des projets du SNPC, M. Roux insista sur la nécessité « de faire contrepoids aux articles et reportages à sensation complaisamment répandus dans la presse, d'accentuer sensiblement l'effort déjà entrepris en vue d'une information équilibrée axée à la fois sur l'intérêt de la protection civile du temps de paix et sur la possibilité, en cas de guerre, d'une protection au moins partielle contre les effets des engins les plus meurtriers actuellement connus ». À cette fin, M. Roux livra aux IGAME et préfets une stratégie d'action en cinq axes, profondément orientée sur l'action locale : diffusion de fascicules de vulgarisation, diffusion d'émissions radiophoniques, création de journées locales de la protection

---

21. Evoquons, pour exemple, l'étude des experts du SNPC remise en décembre 1961 au Comité de la Protection Civile de l'OTAN : si 45 bombes de 2 à 20 MT étaient lancées sur les 53 villes françaises de plus de 50 000 habitants, et si 15 bombes mégatonniques supplémentaires étaient larguées sur le reste du territoire, de manière à optimiser les pertes, alors, 85 % de la population française pourrait être mortellement irradiée. Archives OTAN. Comité de la Protection Civile, *Rapport sur les conceptions des services français de la Protection Civile en matière d'abris*. 01.12.1961, 12 p, AC/23 (CD/SH) D/16.

22. De nombreux rapports rédigés par des autorités locales, dans le cadre d'exercices de protection civile, mettent en exergue leurs inquiétudes récurrentes concernant le risque de mouvements de panique générale et de phénomènes d'exode massif en cas de guerre nucléaire. Citons seulement quelques exemples : dans le cadre de l'exercice conduit sous la direction de l'ENPC en Ille-et-Vilaine en 1957 (thème abordé : guerre nucléaire, explosion d'une bombe de 20KT sur Rennes), le responsable local de la protection civile souleva le cas des 700 000 Bretons résidant hors Bretagne, dont un nombre important serait susceptible d'affluer dans le département en dépit des ordres contraires, remettant en question tout le plan local de protection. Archives municipales de Rennes. Versement 1048 W, article 6 : protection civile, stages, documentation, instructions (1954-1964).

23. Roux Maxime, *L'information du public : lettre à l'attention des IGAME et des préfets*, 30 avril 1958, 2 p. AD du Pas-de-Calais. Versement 1156 W, article 1 : protection civile, information du public et documentation.

civile, comme ce fut le cas en 1958 à Orléans, médiatisées par la presse locale, multiplication des stages locaux de protection civile organisés par l'ENPC avec la participation des notables et de la presse locale, présentation d'un stand de protection civile créé par le SNPC<sup>24</sup> dans les foires-expositions locales, comme ce fut le cas dans une centaine de villes entre 1956 et 1958. La lettre du chef du SNPC s'achevant sur l'exigence d'une participation sans faille des autorités locales à cette stratégie de communication<sup>25</sup>. Dans les faits, chacun des axes soulevés par Maxime Roux fit ponctuellement (voire parfois régulièrement) l'objet de réalisations locales, dont des traces peuvent être identifiées au sein des archives départementales et municipales. Concernant les stands de protection civile dans le cadre des foires-expositions, on peut citer notamment le cas de la ville de Rennes qui, dès 1954, organisa un stand de protection civile au cours de la foire municipale annuelle. Organisation accompagnée d'une médiatisation locale, et d'une étude attentive de la fréquentation par le responsable de district de la protection civile. Concernant la diffusion locale de fascicules de vulgarisation, on peut évoquer entre autres, le mémento de la protection civile du Pas-de-Calais, paru en février 1963, présentant le SNPC, puis les moyens d'action du département, et enfin les gestes d'autoprotection... en concluant, en majuscules, sur la nécessité du contrôle émotionnel : « Mais soyez toujours convaincu que le plus grand péril qui puisse vous menacer est de céder à l'affolement, au vôtre et à celui de vos proches. Quoi qu'il advienne, gardez votre sang-froid et vous aurez déjà fait beaucoup pour votre salut. [...] Ne vous laissez pas aller à la panique et ne vous lancez pas

---

24. Stand réorganisé et agrandi en 1956, visant le recrutement de volontaires, prévu en intérieur, composé de 16 panneaux exposés dans un ordre imposé. Premiers panneaux : la protection civile intervient en temps de paix et en temps de guerre. Panneaux suivants : interventions de la protection civile en temps de paix. Derniers panneaux consacrés à la guerre nucléaire : « On peut faire beaucoup contre la bombe H par : l'information du public », « L'Armée est le fer de lance de la Nation. La Protection Civile est sa cuirasse. Toutes deux sont également nécessaires », « Le repliement des populations hors des secteurs menacés. La construction des abris. L'organisation de l'alerte », « La Protection Civile ne peut plus s'improviser. Les pertes causées par une explosion nucléaire peuvent être largement réduites », « La formation des unités de secours instruites pour : la détection des radiations, la décontamination, les secours aux blessés, la lutte contre le feu, le déblaiement, l'accueil aux sinistrés. Ces tâches seraient celles de 1 500 000 d'entre nous ». Archives départementales d'Ille-et-Vilaine. Versement 1152 W, article 16 : organisation des stands de protection civile pour l'information du public (1954-1958).

25. Un programme détaillé et précis de l'action locale envisagée étant demandé à tous, sous un délai d'un mois.

au hasard sur les routes où pourraient vous atteindre les retombées »<sup>26</sup>. Concernant enfin les stages de protection civile organisés par l'ENPC, ouverts aux notables et aux journalistes de la presse locale, on peut mentionner en particulier la réussite du stage de 1960 en Seine-Maritime. Celui-ci s'ensuit de la parution d'une série de quatre articles en première page dans le journal *Le Havre Libre*. Articles dépeignant les effets d'une bombe de 100 KT explosant dans le port du Havre, et conduisant le lecteur, en filigrane, à s'extirper de son indifférence/insouciance/pessimisme<sup>27</sup>, et à adhérer à l'effort de protection civile.

Toutefois, en dépit de ces résultats évoqués, on ne peut estomper les limites de la stratégie mise en œuvre par le SNPC, en lien avec les autorités locales, au cours des années 1950. Trois limites au moins peuvent être mentionnées : la participation fut localement contrastée, aucune action massive à l'échelle nationale ne fut conduite en complément, aucune participation « active » de la population ne fut proposée<sup>28</sup>. De fait, une très large part de la population française fut alors tenue à l'écart de cette stratégie de « contrepoids » mise en place par M. Roux<sup>29</sup>.

À la fin des années 1950 - début des années 1960, la problématique de la communication auprès des populations dans l'éventualité d'un conflit devint de plus en plus aiguë pour les responsables de la protection civile<sup>30</sup>, et cela à l'échelle du bloc occidental, comme en témoigne la revue *Protection civile internationale*<sup>31</sup>. En mai 1961, la revue publia un article éloquent intitulé « La crise de la protection civile » commençant par

26. *Mémento de la protection civile du Pas-de-Calais*, édité et rédigé sous le patronage du mouvement national pour la protection civile, février 1963, p. 30. Archives départementales du Pas-de-Calais. Versement 1800 W, article 33 : documentation sur la protection civile dans le Pas-de-Calais.

27. Les trois sentiments étant tour à tour évoqués par le journaliste dans cette série d'articles parus entre le 29 novembre et le 2 décembre 1960 (dans le contexte des débats sur la loi de programme militaire 1960-1964).

28. À la différence notamment des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de la Suède, où les populations furent invitées à participer aux exercices de protection civile, cela ne fut point le cas en France (à quelques exceptions près, notamment dans le cadre d'exercices de DIT).

29. À l'échelle nationale, la communication du SNPC ayant été limitée à quelques brefs reportages d'actualités (*La défense de la France contre les dangers atomiques*. Les Actualités Françaises, 27 novembre 1957, 2 min 50 s).

30. De plus en plus aiguë dans la mesure où de nombreux responsables de la protection civile reconnurent alors la nécessité d'un engagement personnel des populations en cas de guerre thermonucléaire (autoprotection), pour pallier les carences des politiques nationales de protection.

31. Revue éditée à Genève par l'OIPC (Organisation Internationale de Protection Civile, nommée jusqu'en 1958 Association internationale des Lieux de Genève).

ses mots : « Il ne sert à rien de nier : la protection civile passe actuellement par la crise la plus grave de sa courte existence et seuls des remèdes énergiques, douloureux peut-être, pourront la sauver d'une asphyxie lente, mais certaine. [...] Nous avons tenté de définir le malaise qui plane sur cette organisation dans maint pays. [...] Nous avons également déploré l'apathie du public qui a tendance à considérer la protection civile comme un mal nécessaire, parfois même inutile »<sup>32</sup>. Une apathie au cœur des réflexions, à l'instar de cet article paru quatre mois plus tard : « Examinons la réalité telle qu'elle est : il n'y a qu'un moyen pour que les populations comprennent vraiment la nécessité d'une protection civile, et ce moyen consiste à mettre sur pied des campagnes de "prise de conscience" sur une grande échelle. [...] Plus le public sera conscient, plus grande sera la liberté d'action des organismes de protection civile. Il s'agit donc de savoir comment développer cette conscience sans créer l'angoisse »<sup>33</sup>. Au regard de cet épineux problème, l'OIPC proposa régulièrement dans sa revue, dès la fin des années 1950, la mise en œuvre d'une stratégie de relation publique, proche de celle pratiquée par la publicité. Ainsi, face à l'environnement atomique et à ses effets dénoncés sur l'opinion, l'OIPC suggéra une stratégie de communication massive, entièrement renouvelée dans son discours, une stratégie ne visant plus seulement à l'information des populations, mais bien à la persuasion de celles-ci. Une stratégie assez proche de celle prônée à la même période par Sir John Hodsoll, conseiller principal pour la protection civile au sein de l'OTAN<sup>34</sup>. Une stratégie qui se matérialisa en 1961 par la diffusion auprès des États membres d'une brochure-modèle intitulée *Guide d'auto-assistance*, destinée à une publication de masse, après adaptations nationales<sup>35</sup>. Cette brochure fut communiquée au SNPC, mais il fallut attendre le 18 mars 1964 pour qu'une directive du Premier ministre incite à

---

32. « La grande crise de la protection civile », *Protection Civile Internationale*, Genève, n° 71, p. 1-2.

33. « Moi, je m'en sortirai... », *Protection Civile Internationale*, Genève, n° 75, p. 1-2.

34. En 1959, Sir John Hodsoll rédigea à l'attention des responsables de la protection civile des États membres de l'Alliance un rapport relatif à l'information du public, au sein duquel il encourageait une stratégie de communication massive, tous azimuts (presse, radio, cinéma, télévision, affiches, brochures, campagnes nationales, enseignement scolaire), voir Hodsoll John, *Information du public : projet de rapport du conseiller principal pour la protection civile*. Archives OTAN, Comité de la Protection Civile, AC/23 (CD) D/294, 2 mars 1959.

35. Archives OTAN, Comité de la Protection Civile. *Guide d'auto-assistance*, AC/23 (CD) D/417, 30 octobre 1961.

l'information du grand public dans l'hypothèse d'une guerre<sup>36</sup>, et il fallut attendre 1965 pour que le SNPC publie sa propre brochure, titrée *Savoir pour Vivre*, éditée à 1,2 million d'exemplaires<sup>37</sup>. Cette publication, la seule entreprise à une telle échelle par le SNPC durant notre période d'étude, visait, pour reprendre les termes postérieurement employés par Paul Pisa (administrateur civil au SNPC) à « triompher d'attitudes de pensée diamétralement opposées : optimisme béat ou fatalisme impuissant » en ayant recours à une « démythification du danger nucléaire, en montrant sa nature exacte et les limites de la menace »<sup>38</sup>. Ainsi, à travers cette publication et ses conseils simples accompagnés de dessins colorés et schématiques de manière à rendre le discours accessible et rassurant, à travers l'assurance affichée en une survie possible, à travers le sens du devoir et de l'engagement personnel diffusé en filigrane<sup>39</sup>, le SNPC reprit à son compte les conseils otaniens en vue d'agir sur les émotions du public, en vue d'atteindre au final à un citoyen dépassionné, à un « Homo Atomicus »<sup>40</sup> prêt à affronter la menace en dépit de l'environnement atomique ambiant.

#### ENVIRONNEMENT ATOMIQUE ET DISPOSITIFS DE (DÉ)SENSIBILISATION : QUEL IMPACT ÉMOTIONNEL ?

Françoise Schenk rappelle que les émotions sont les réponses adaptatives manifestées dans un contexte donné. Dans ce cas, il est donc nécessaire

---

36. Avant cette date, le SNPC n'avait que très peu publié, et ses publications ne visaient alors qu'une frange de la population (à l'instar de la *Notice concernant les mesures à prendre en milieu rural en cas de retombée radioactive*, ciblant les fermiers, parue en 1962).

37. Ministère de l'Intérieur. SNPC. *Savoir pour vivre*, Paris, Imprimerie Nationale, 1965, 64 p.

38. Pisa Paul, *L'information du public sur les problèmes de protection civile*, juin 1970, 3 p. Archives départementales du Pas-de-Calais. Versement 1156 W, article 5-1 : protection civile, information du public et documentation, 1950-1979.

39. « Mais vous avez, vous aussi [en gras dans le texte], votre rôle à jouer. Votre intégrité physique, [...] votre survie si par malheur la guerre éclatait, sont évidemment l'affaire de la Protection Civile, mais elles dépendent aussi, et avant tout, de vous. C'EST A VOUS D'AGIR. C'EST A VOUS DE SAVOIR [en majuscules dans le texte] », SNPC, *Savoir pour vivre*, p. 6. « Chacun, en cette affaire, même simple particulier, assume des responsabilités, chacun a une tâche à remplir, chacun a des gestes à accomplir pour contribuer à sa sécurité personnelle », SNPC, *Savoir pour vivre*, p. 27.

40. Expression empruntée à Grossman A. , *op. cit.*, p. 117.

de poser la question suivante : quel impact l'environnement atomique, les événements internationaux en soi, et les dispositifs de sensibilisation et de désensibilisation ont-ils eu sur la population française ? Quelles émotions peuvent être identifiées ? Comment se sont-elles exprimées ? Par quels vecteurs peut-on les appréhender ? Françoise Schenk précise également, dans ce même article, qu'une émotion est « un ensemble de sensations, d'actions sur l'environnement et de sentiments »<sup>41</sup>. Il est donc nécessaire de poser cette question connexe : quels sont les sensations, actions et sentiments pouvant être relevés ? Et dans quelle mesure y a-t-il eu concordance entre ces sensations/actions/sentiments ? Sur ce point, en effet, Pierre Laborie, dans une étude sur l'opinion publique, précise : « Il peut y avoir, il y a le plus souvent, discordance entre ce que l'opinion ressent, ce qu'elle exprime et ce qu'elle fait, entre l'état d'esprit, les différents niveaux d'expression de son intention et le passage à l'acte<sup>42</sup>. » La prise en compte d'une éventuelle discordance entre sensations/actions/sentiments complexifie bien entendu l'analyse des émotions, mais, au regard du moins des études menées aux États-Unis sur la population américaine face à la menace de guerre nucléaire, cette prise en compte s'impose. Par esprit de clarté (et de comparaison), évoquons brièvement l'une de ces études, intitulée *Adults Beliefs, Feelings, and Actions Regarding Nuclear War*<sup>43</sup>. Dans cette étude, l'auteur, S. Fiske, s'attache à analyser sur la durée les croyances (c'est-à-dire les conceptions sur la probabilité d'une guerre nucléaire, les représentations mentales d'une telle guerre, les estimations sur la capacité individuelle de survie), puis les sentiments (à travers les manifestations émotionnelles et les positionnements à l'égard du nucléaire militaire), et enfin les actions (activité pacifiste ou survivaliste notamment) de la population. Au niveau des croyances, S. Fiske rapporte que, dans les années 1950, la population américaine croyait pour moitié en la possibilité d'une guerre nucléaire (cette croyance ayant ensuite progressivement décroché). Elle note que les images mentales liées à une guerre nucléaire étaient apocalyptiques, axées davantage sur les destructions matérielles qu'humaines, et relativement abstraites en termes d'effets humains. Elle note enfin que la croyance en la capacité individuelle de survie n'a cessé de s'amenuiser depuis les années 1950 (40 % de pessimistes en 1950, 70 %

---

41. Schenk Françoise, « Les émotions de la raison », *Revue européenne des sciences sociales*, 2009, n° 144, p. 152.

42. Laborie Pierre, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1988, n° 18, p. 106.

43. Fiske Susan, « Adults Beliefs, Feelings, and Actions Regarding Nuclear War : Evidence from Surveys and Experiments », in Solomon Fredric, Marston Robert, *The Medical Implications of Nuclear War*, Washington, National Academy Press, 1986, p. 444-462.

dans les années 1980). Au niveau des sentiments, S. Fiske remarque : “When asked directly what emotions come to mind regarding a nuclear war, the typical person does report fear, terror, worry or fear and sadness. On the whole, however, most people do not frequently think about nuclear war. The typical adult apparently worries seldom or relatively little about the possibility”<sup>44</sup>. Première discordance donc, entre les croyances et les sentiments : en dépit de croyances sombres sur les perspectives d’une guerre nucléaire, pas de terreur, pas de peur extrême inhérentes exprimées. Sur le dernier plan, S. Fiske évoque une inaction quasi généralisée et souligne donc une deuxième discordance, entre les croyances et le degré d’engagement. Elle conclut son article sur le décalage existant entre ce que les experts américains (et notamment ceux ayant participé au projet *East River* que nous évoquions précédemment) pensaient des émotions populaires face à la menace de guerre nucléaire et la réalité de ces émotions. Une conclusion qui ne signifie pas que la population américaine n’a pas éprouvé d’anxiété - voire de la peur - au cours des crises internationales<sup>45</sup>, mais seulement que l’intensité de ces émotions n’a pas été du même ordre que celle attendue par les experts.

Ces quelques éléments d’analyse sur les émotions populaires américaines peuvent-ils nous aider à appréhender les émotions ressenties par la population française ? Les études sur les émotions populaires en France face à la menace de guerre nucléaire sont toutefois peu nombreuses, et peuvent sembler, au lecteur, partiellement contradictoires<sup>46</sup>. Qu’en est-il dès lors ? Que peuvent nous apprendre les sondages, mais aussi la presse locale, les archives municipales et départementales, sur les émotions de la

---

44. *Ibid.*, p. 448-449.

45. Les études consacrées à l’opinion publique américaine face à la menace de guerre nucléaire se rejoignent généralement sur l’impact tout particulier de la guerre de Corée, plus qu’aucune autre crise internationale. Voir notamment : Mueller John E., « Public Expectations of War During the Cold War », *American Journal of Political Science*, May 1979, vol. 23, n° 2, p. 301-329 ; Smith Tom W., “The Polls – A Report: Nuclear Anxiety”. *The Public Opinion Quarterly*, winter 1988, vol. 52, n° 4, p. 557-575 ; Smith Tom W. “The Polls-Trends: The Cuban Missile Crisis and US Public Opinion”, *The Public Opinion Quarterly*, summer 2003, vol. 67, n° 2, p. 265-293.

46. D’un côté, nous pouvons citer l’historien Maurice Vaïsse, écrivant en janvier 1992 dans *L’Histoire* un article intitulé « La grande peur atomique », qui débutait par le récit d’une amorce de crise de panique collective sur les Champs-Élysées en février 1946. D’un autre côté, mentionnons l’ouvrage *La grande peur du nucléaire* de Marie-Hélène Labbé, dans lequel l’auteur écrit : « Deux grandes vagues ont balayé le monde occidental, à l’exception permanente de la France, dans les années 1950 puis à la fin des années 1970 », Labbé Marie- Hélène, *La grande peur du nucléaire*, Paris, Presses de Science Po, 2000, p. 66.



population française ? Avant la guerre de Corée, les Français ne semblèrent pas particulièrement croire en l'hypothèse d'une guerre future : 35 % des sondés considéraient à l'été 1947 qu'une guerre mondiale aurait lieu sous dix ans (contre 53 % des Américains). Et 82 % des sondés espéraient, en septembre 1946, que la France puisse rester neutre en cas de guerre<sup>47</sup>. Le déclenchement de la guerre de Corée marqua un changement de croyances : en août 1950, la proportion de ceux envisageant la possibilité d'une guerre mondiale (34 %) devançant celle de ceux n'y croyant pas (31 %) <sup>48</sup>. Ce changement est alors perceptible au sein de la presse locale<sup>49</sup>, au détour des articles et éditoriaux, mais aussi au détour de quelques faits divers parus à l'été 1950. Ils s'accompagnent de l'expression d'émotions distinctes : l'anxiété, la peur, voire la panique occasionnellement comme ce fut le cas pour ce vieillard doullennais<sup>50</sup>. Toutefois, le changement de croyances amorcé par le déclenchement de la guerre de Corée fut d'assez brève durée : selon un sondage d'octobre 1950, seulement 25 % des sondés pensaient que la situation internationale engendrait une augmentation du risque de guerre, contre 49 % en août 1950<sup>51</sup>.

Au cours des années 1950 et 1960, la croyance en une proche menace de guerre ne fit que s'amenuiser en France<sup>52</sup>, comme en attestent les études conduites par la revue *Sondages*. En 1956, ses analystes affirmaient :

47. D'Abzac-Epezy Claude, « La perception de la menace aérienne en France au début de la Guerre froide », *Revue Historique des Armées*, juin 1991, n° 183, p. 106.

48. Pour une analyse détaillée des perceptions de la guerre de Corée en France, voir Becker Jean-Jacques, « L'éclatement de la guerre en Corée et l'opinion française », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2010/3, n° 239, p. 27-35.

49. Nous avons consulté de nombreux journaux afin d'observer avant/pendant/après chaque grande crise internationale le traitement médiatique qui en était fait localement, à l'instar du *Courrier Picard* dont il est question ici.

50. « Affaire de Corée. Affaire d'Indochine. Antagonisme russo-américain : l'affreux spectre de la guerre, qui, chaque jour davantage, se profile sur le monde aux abois, voilà bien de quoi tournebouler les esprits ? Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que dimanche dernier, un brave septuagénaire doullennais ignorant tout de la fête franco-belge qui se déroulait en nos murs, fût à ce point impressionné par la présence des Gilles d'Alost défilant dans nos rues, qu'il crut voir des Russes sous les gigantesques coiffures à plumes. À cet âge, il est permis, ma foi, de confondre plumes et poils ! Toujours est-il que notre homme s'enfuit, jetant les bras au ciel, pleurant, criant et se lamentant : "V'la chés Russes ! O som foutus !" Il fallut tout l'empressement des siens pour détromper le vieillard qui, humblement confesse maintenant ne s'être jamais figuré qu'on pouvait porter de telles coiffures...sans être Russe !... », *Le Courrier Picard*, 6 juillet 1950, p. 3.

51. Alors qu'au même moment, en octobre 1950, aux États-Unis, 65 % des sondés par l'organisme Gallup envisageaient une guerre mondiale dans un délai de 5 ans.

52. Une diminution de la perception de la menace de guerre qui se retrouve aussi dans les sondages anglo-saxons, mais dans une proportion plus faible qu'en France.

« l'éventualité d'une nouvelle guerre dans un proche avenir n'a fait que reculer en France dans l'esprit du public de 1945 à 1955 »<sup>53</sup>. En 1958, suite à une vaste étude menée de 1952 à 1958, leurs conclusions demeuraient inchangées : « Toujours est-il que les appréhensions ont diminué, et que d'année en année la crainte d'un nouveau conflit [...] a fait place au sentiment contraire<sup>54</sup>. » En moyenne, au cours de cette période, plus de la majorité (55 %) des sondés se positionnaient en défaveur de l'hypothèse d'une guerre dans un proche avenir, contre 7 à 13 % la jugeant vraisemblable, et 1-2 % l'estimant inévitable. En février 1960, interrogés par la revue américaine *Gallup* sur la situation internationale et le danger de guerre, les Français répondirent en majorité (58 %) que ce danger avait encore diminué. En 1963, 64 % des Français interrogés estimaient qu'il n'y avait pas de grand danger de guerre, contre 13 % croyant en la menace de guerre<sup>55</sup>. Baisse progressive donc de la croyance en la probabilité d'une guerre nucléaire, mais expression émotionnelle stable durant les années 1950-1960, selon les analystes de la revue *Sondages*. En 1958, dans l'étude mentionnée précédemment, ils évoquaient une attention particulière de la population française pour tout sujet relatif au nucléaire<sup>56</sup>, mais une volonté ferme et largement partagée de rester neutres, à distance de la menace, perceptible dans les positionnements de la population envers les relations internationales et le nucléaire militaire : acceptation résignée de la logique de paix armée, approbation massive de toute mesure visant à écarter la menace de guerre, approbation de la coexistence pacifique. Des positionnements que l'on retrouve encore, quasi identiques, au sein de cette même revue, en 1966<sup>57</sup>. Une inquiétude « nucléaire » transparaissait toutefois fin 1950-courant 1960, liée moins à l'hypothèse d'une guerre qu'aux retombées radioactives, dans le cadre des essais thermonucléaires. Une inquiétude présente régulièrement dans les sondages, présente ponctuellement dans la presse locale<sup>58</sup>, et qui initia alors, localement, selon du moins le

---

53. *Sondages*, 1956, n° 1, p. 11.

54. *Sondages*, 1958, n° 1, p. 97.

55. *Sondages*, 1964, n° 3, p. 13.

56. *Sondages*, 1958, n° 1, p. 12.

57. *Sondages*, 1966, n° 2, p. 38-39.

58. « 7 kilos 500 pour un navet, c'est trop. M. Gustave Queva, le jardinier qui a vu pousser ce légume phénomène dans son jardin de Calais, n'en est pas autrement satisfait. Il en serait même plutôt inquiet, de même que d'autres amateurs d'horticulture qui ont récolté, qui une tomate de 850 grammes, qui un énorme enchevêtrement de carottes soudées les unes aux autres. Les jardiniers de la région calaisienne regardent maintenant le ciel avec inquiétude et se demandent si des retombées radioactives n'ont pas frappé de gigantisme leurs cultures », *Le Havre Libre*, « Des légumes géants poussent à Calais », 12 octobre 1962, p. 12.

responsable de la protection civile de Rennes, les prémices d'un engouement en faveur de la protection civile<sup>59</sup>.

Des prémices seulement, et des prémices dont la trace ne fut pas perceptible uniformément à l'échelon local au cours des années 1960. Citons pour seul exemple le cas de la ville de Marseille, et plus globalement celui du département des Bouches-du-Rhône. Au regard des études menées par le SNPC et des exercices de protection civile, Marseille était considérée comme l'une des villes les plus menacées en cas de guerre nucléaire (l'une des plus justiciables d'un bombardement mégatonnique), et les Bouches-du-Rhône comme l'un des départements possédant le plus de communes classées en secteur H (36 communes en 1959, 40 en 1965). Les enjeux relatifs à la protection civile étaient donc particulièrement cruciaux sur ce territoire (250 000 personnes à évacuer en cas de guerre, seulement 61 abris datant du dernier conflit en bon état dans tout le département - selon le recensement de 1959). De par ce contexte spécifique, de par cette menace particulière, il était possible d'envisager localement des traces d'émotions plus intenses et d'actions plus nombreuses qu'ailleurs de la part de la population et des élus locaux. Mais au regard des éléments consultés au sein des archives départementales, cela ne fut guère le cas, au contraire : le préfet rencontra « de vives réticences » des patrons d'établissements désignés chargés de développer leur propre protection ; un certain nombre de maires des communes non menacées du département ne respectèrent pas les plans de protection qui les contraignaient à trouver 53 000 places d'hébergement (7 700 furent trouvées) ; et quant à la population marseillaise, la diffusion de la brochure du SNPC *Savoir pour Vivre*, en 1966, se traduisit par un impact bien relatif... (Cinq lettres de particuliers reçues par le préfet en quelques mois pour des demandes d'informations complémentaires sur les abris).

Pour conclure, j'aimerais en premier lieu citer Jean-Baptiste Duroselle, préfaçant en 1958 la revue *Sondages* : « L'impression qui se dégage [...] est celle du tempérament conservateur, voire immobiliste de la masse française.

---

59. Lettre de Jean Guy, directeur de la protection civile du district de Rennes, au directeur départemental de la protection civile, le 12 mai 1958 : « Je me permets d'attirer votre attention sur les faits suivants qui indiquent un changement très net dans l'attention de la population vis-à-vis des problèmes concernant la protection civile, or vous connaissez mieux que moi l'indifférence du public, pour ne pas dire plus, qui était de mise jusqu'à ces derniers temps à ce sujet. Mes contacts avec de très nombreuses personnes me permettent de noter un changement important : il est dû non seulement à une crainte de conflit généralisé, mais surtout depuis un certain temps aux possibilités de pollution de l'air à la suite des explosions atomiques récentes », AD d'Ille-et-Vilaine. Versement 1152 W, article 4 : rapports sur la protection civile en Ille-et-Vilaine (1947-1970).

[...] Il y a des pays où les “raz de marée” d’opinion sont plus importants. Il ne semble pas que ce soit le cas de la France. [...] L’aspect passionnel est plus émoussé en France ». Par ces mots, Duroselle ne signifiait pas une absence d’émotions de la part de la population française face aux relations internationales, face à la menace de guerre notamment, mais seulement une expression de celles-ci peut-être moins intense et plus stable qu’ailleurs. Pour autant, la menace de guerre nucléaire a bel et bien suscité des émotions au sein de la population. Très rarement la peur extrême dépeinte par Kurosawa, mais une palette plus nuancée, composée d’inquiétudes et de questionnements, de moments d’optimisme et de pessimisme, de moments de colère et d’indifférence, de fatalisme et d’espoir aussi. Et parce que ces émotions ont existé, parce qu’elles ont été un enjeu conscient entre des acteurs aux intérêts antagonistes (apeurer afin d’engendrer l’engagement anti-nucléaire pour le Mouvement de la Paix, informer et mobiliser sans angoisser pour les instances officielles), il nous semble essentiel d’aller plus avant dans cette voie peu exploitée afin de mieux comprendre la Guerre froide, et la Guerre froide vue d’en bas en particulier.